



N° 948 du 21 janvier 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSAGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

Damiba livré à Ouagadougou

Le Togo détaille une extradition menée dans le strict cadre légal



Paix-stabilité et sécurité en Afrique

Faure Gnassingbé, un médiateur de référence!



«La paix ne se proclame pas, elle se construit...»
Faure Essozimna Gnassingbé

Damiba livré à Ouagadougou LE TOGO DÉTAILLE UNE EXTRADITION MENÉE DANS LE STRICT CADRE LÉGAL

Les autorités togolaises ont officiellement remis, le 17 janvier 2026, l'ancien chef de la transition burkinabé, Paul-Henri Sandaogo Damiba, aux autorités de son pays. Cette extradition s'inscrit dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée à la demande du Burkina Faso, comme l'a précisé le gouvernement togolais dans un communiqué rendu public le 19 janvier.

La procédure débute le 12 janvier 2026 avec la réception, par les autorités togolaises, d'une requête formelle d'extradition émanant de la justice burkinabé. De nationalité burkinabé, Paul-Henri Sandaogo Damiba est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, notamment le détournement de deniers publics, l'enrichissement illicite, la corruption, le blanchiment de capitaux, ainsi que l'incitation à la commission de délits et de crimes.

Après réception de la demande, les autorités togolaises procèdent à l'examen de sa régularité, conformément aux textes et conventions en vigueur. Cette étape conduit à l'interpellation de l'ancien président de la transition le 16 janvier 2026, en exécution d'un mandat d'arrêt lié à la requête d'extradition. Il est aussitôt placé sous écrou.

Le dossier est ensuite transmis à la chambre d'instruction de la cour d'appel de Lomé. À l'issue d'une audience publique tenue le même jour, la juridiction rend un avis favorable à l'extradition. Cette décision repose notamment sur les garanties fournies par les autorités burkinabé, parmi lesquelles le respect de l'intégrité physique et de la dignité de l'intéressé, l'assurance d'un procès équitable et l'absence de toute peine de mort.

Sur la base de cet avis judiciaire, Paul-Henri Sandaogo Damiba est officiellement remis aux autorités burkinabé le 17 janvier 2026, marquant l'aboutissement d'une procédure que le gouvernement togolais souligne avoir conduite dans le strict respect du droit.

Le Messager



Communiqué

En date du 12 janvier 2026, les autorités compétentes togolaises ont reçu une demande d'extradition formulée par les autorités judiciaires de la République du Burkina Faso, visant Monsieur DAMIBA Paul-Henri Sandaogo, de nationalité burkinabé, poursuivi des chefs de détournement criminel de deniers publics, enrichissement illicite criminel, corruption, incitation à la commission de délits et crimes, recel aggravé et blanchiment de capitaux.

Les autorités compétentes togolaises, après examen de la régularité de la requête susdite, y ont donné telles suites que de droit.

Conformément à la procédure en matière d'extradition au Togo, Monsieur DAMIBA Paul-Henri Sandaogo a été interpellé le 16 janvier 2026, en exécution du mandat d'arrêt qui faisait corps avec la demande d'extradition reçue, puis écroué.

La chambre d'instruction de la cour d'appel de Lomé a ensuite été saisie du dossier. À l'issue de son audience publique tenue le 16 janvier 2026, cette juridiction a donné un avis favorable à la requête ainsi introduite, sur le fondement de l'offre de réciprocité des autorités burkinabé, des instruments internationaux auxquels le Togo est partie et des garanties offertes par ces autorités quant au respect de l'intégrité physique et de la dignité de Monsieur DAMIBA Paul-Henri Sandaogo, de ses droits au cours de la procédure, notamment celui d'un procès équitable, et l'absence de la peine de mort.

Après cet avis favorable de la chambre d'instruction, Monsieur DAMIBA Paul-Henri Sandaogo a été remis aux autorités de la République du Burkina Faso, le 17 janvier 2026.

Fait à Lomé, le 18 janvier 2026

Pour le Gouvernement, le Garde des Sceaux,
ministre de la Justice et des droits humains

À BASSAR, UNIR MISE SUR LA PROXIMITÉ POUR CONSOLIDER L'UNITÉ ET LA SÉCURITÉ

Les 17 et 18 janvier 2026, la préfecture de Bassar a été le théâtre d'une tournée de proximité du parti Union pour la République (UNIR), conduite par le Ministre délégué auprès du Ministre de la Santé, cadre du parti de la préfecture, le Professeur Tchein DARRE. Cette mission de terrain, organisée dans les dix cantons de la préfecture, s'est inscrite dans une dynamique de renforcement de l'unité, de la cohésion sociale et de la vigilance sécuritaire, à travers des échanges directs avec les chefs traditionnels.

Placée sous le signe de la fraternité et du respect des valeurs locales, la tournée avait pour objectif principal la présentation des vœux de nouvel an aux autorités traditionnelles, reconnues comme les garantes des us et coutumes et des piliers essentiels de la stabilité sociale. Dans chaque canton, les discussions se sont déroulées dans un climat d'écoute et de responsabilité partagée face aux défis actuels, notamment ceux liés à la sécurité et au vivre-ensemble. Les structures de base du parti UNIR ont joué un rôle actif dans l'organisation et la mobilisation, contribuant au bon déroulement des différentes étapes de la mission. Aux côtés du chef de mission, la délégation était composée de députés à l'Assemblée



forces de défense et de sécurité. « La sécurité est le socle de tout développement. Chaque citoyen doit être une sentinelle de la paix », a souligné le chef de mission, appelant à l'engagement collectif pour préserver la stabilité.

La tournée a également permis de renforcer la vision et la Feuille de route du Président du Conseil pour l'année 2026. Les grandes orientations issues de son dernier discours sur l'état de la Nation ont été expliquées de manière pédagogique, afin de favoriser leur appropriation par les acteurs locaux. Le triptyque « Partager – Rassembler – Transformer » a été mis en avant comme boussole de l'action publique, avec pour ambition de consolider la



national, du Sénateur, de conseillers régionaux et municipaux, ainsi que de cadres influents du parti de la préfecture de Bassar, tous porteurs d'un message de paix, de solidarité et de cohésion nationale au nom du Président du Conseil.

Au-delà des échanges de courtoisie, la question sécuritaire a occupé une place centrale dans les discussions. Dans un contexte sous-régional sensible, la délégation a insisté sur la nécessité d'une vigilance permanente et d'une collaboration étroite entre autorités traditionnelles, populations et

paix, renforcer la cohésion nationale et accélérer le développement à la base.

Au terme de ces quarante-huit heures d'activités, la délégation a salué la qualité des échanges et la forte implication des chefs traditionnels ainsi que des structures de base du parti. Cette tournée de proximité vient ainsi renforcer la cohésion interne d'UNIR dans la préfecture de Bassar et renforcer son engagement en faveur de la paix, de la sécurité et du développement local.

LM

Le Messager

Paix-stabilité et sécurité en Afrique

FAURE GNASSINGBÉ, UN MÉDIATEUR DE RÉFÉRENCE !

Depuis plusieurs années, Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil de la République togolaise, s'impose comme une figure centrale de la diplomatie africaine, porté par un engagement constant en faveur de la paix et de la stabilité sur le continent et dans la sous-région. Cette posture, reconnue par ses pairs, s'est traduite par la confiance placée en lui pour conduire des missions délicates, là où les tensions menacent durablement la cohésion des États et la sécurité des populations.

L'implication du dirigeant togolais dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits africains s'inscrit dans la durée. Elle s'est illustrée de manière particulière avec sa désignation par l'Union africaine comme médiateur dans la crise opposant la République démocratique du Congo et le Rwanda, un conflit aux répercussions profondes sur l'Est de la RDC et l'ensemble de la région des Grands Lacs. Cette mission, validée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, témoigne de la crédibilité diplomatique de Faure Gnassingbé et de la confiance que lui accordent ses homologues africains pour conduire un processus de paix

complexe et sensible. Dans l'exercice de ce rôle, le Président du Conseil agit avec méthode et constance, en privilégiant le dialogue, la concertation et la cohérence des initiatives. Il s'emploie à fédérer les efforts africains tout en veillant à une coordination intelligente avec les partenaires internationaux engagés dans la résolution de la crise, renforçant ainsi l'idée d'une Afrique capable de piloter ses propres mécanismes de paix sans se placer sous une dépendance extérieure exclusive.

Cette dynamique s'est traduite concrètement les 17 et 18 janvier 2026 à Lomé, devenue, le temps de deux journées, un véritable carrefour de la diplomatie africaine. La capitale togolaise a accueilli une réunion de haut niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en RDC et dans la région des Grands Lacs, sous la présidence de Faure Gnassingbé en sa qualité de médiateur mandaté par l'Union africaine. Cette rencontre a réuni des acteurs africains majeurs ainsi que des partenaires internationaux directement impliqués dans la recherche d'une solution durable à la crise.

Au-delà de la conduite des travaux, le médiateur togolais a



impulsé une architecture de médiation structurée et inclusive, reposant sur une répartition claire des responsabilités et l'implication d'anciens chefs d'État africains autour de thématiques clés telles que la sécurité, le dialogue politique ou encore l'action humanitaire. Une approche qui traduit la volonté de placer l'Afrique au centre de la résolution de ses propres crises, tout en assurant la complémentarité avec les initiatives portées par des partenaires comme les États-Unis, le Qatar, la France ou la MONUSCO, dans un esprit de synergie et non de dispersion

des efforts. Les fruits de cette démarche n'ont pas tardé à être reconnus. À Lomé, plusieurs acteurs internationaux ont salué le leadership et la méthode de Faure Gnassingbé. La MONUSCO, par la voix de sa cheffe par intérim, Viviane Van de Perre, a exprimé son appréciation pour une médiation jugée plus harmonisée et plus efficace. Les États-Unis, à travers leurs représentants, ont également souligné la qualité du dialogue engagé et l'importance du rôle joué par le médiateur togolais dans la stabilisation de la région des

Grands Lacs. Ces marques de reconnaissance traduisent la confiance accordée à la médiation conduite depuis Lomé et renforcent la légitimité du processus engagé.

Au-delà du seul dossier congolais, l'action de Faure Gnassingbé s'inscrit dans une vision panafricaine de prévention des conflits et de règlement pacifique des différends. En acceptant les missions que lui confient ses pairs, il incarne une diplomatie africaine proactive, fondée sur la responsabilité collective, le dialogue et la recherche de solutions durables.

En rassemblant les acteurs clés, en favorisant la cohérence des initiatives et en bâtissant des ponts solides entre les médiations africaines et les partenaires internationaux, le Président du Conseil contribue à repositionner l'Afrique comme actrice centrale de sa propre paix. Une démarche qui, dans un contexte international marqué par la complexité et la persistance des crises, illustre une conviction forte : la paix en Afrique ne peut être durable que si elle est portée, pensée et conduite d'abord par les Africains eux-mêmes, avec l'appui sincère de la communauté internationale.

El hadj Bouraïma

Université de Kara-PIA

QUAND LA FORMATION S'ALIGNE ENFIN SUR LES BESOINS RÉELS DE L'INDUSTRIE TOGOLAISE

Dans un contexte marqué par le chômage des jeunes diplômés et le décalage persistant entre enseignement supérieur et marché du travail, l'Université de Kara (UK) engage une démarche pragmatique pour rapprocher la formation académique des réalités économiques. En renforçant son partenariat avec la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), l'institution universitaire affiche sa volonté de former des profils mieux adaptés aux besoins concrets du tissu industriel togolais.

En effet, le 12 janvier dernier, une délégation de l'Université de Kara conduite par sa présidente, la professeure Prenam Houzou-Mouzou, s'est rendue sur le site de la PIA. Cette visite de travail a permis des échanges directs avec les responsables de la plateforme et plusieurs acteurs industriels, notamment le lieutenant-colonel Idiola Sandah, administrateur général de l'Autorité de coordination de la PIA, et Tushar Khairnar, président de la

PIA. Au cœur des discussions figurait l'identification précise des compétences recherchées par les entreprises déjà installées ou en cours d'implantation.

L'objectif affiché est clair : ajuster les offres de formation existantes et concevoir des parcours « sur mesure » capables de répondre aux exigences actuelles du marché du travail. Pour l'Université de Kara, il ne s'agit plus seulement de délivrer des diplômes, mais de préparer des professionnels immédiatement opérationnels, en phase avec les besoins de secteurs industriels en pleine structuration.

Cette dynamique s'inscrit dans une approche plus large visant à faire de l'université un véritable vivier de compétences au service de l'économie nationale. Les échanges ont notamment mis en lumière l'importance des stages pratiques, perçus comme un maillon essentiel entre la formation théorique et l'insertion professionnelle. Les deux parties ont convenu de renforcer l'encadrement et le suivi des

étudiants en immersion au sein des entreprises, afin d'augmenter leurs chances d'employabilité à l'issue de leurs études.

Inaugurée en juin 2021, la Plateforme industrielle d'Adétikopé accueille aujourd'hui près d'une vingtaine d'entreprises, faisant d'elle un pôle straté-

gique de la transformation industrielle du pays. Son rapprochement avec l'Université de Kara renforce son rôle de passerelle entre formation, innovation et emploi, tout en offrant aux étudiants un terrain d'apprentissage concret au contact du monde productif. Au-delà de la PIA, l'Université de Kara explore également des partenariats similaires avec d'autres acteurs du secteur privé, notamment le Conseil national du patronat du Togo. Cette ouverture traduit une

oppellement économique. Si les résultats de cette collaboration restent à mesurer sur le long terme, l'initiative marque un pas important vers une meilleure adéquation entre formation et emploi. Elle pose surtout la question, plus large, de la capacité des universités togolaises à s'adapter



gique de la transformation industrielle du pays. Son rapprochement avec l'Université de Kara renforce son rôle de passerelle entre formation, innovation et emploi, tout en

volonté affirmée de multiplier les passerelles entre le monde académique et l'entreprise, dans un contexte où la valorisation du capital humain reste un enjeu central pour le déve-

durablement aux mutations du marché du travail et à répondre aux attentes d'une jeunesse en quête d'opportunités concrètes.

La rédaction

Paix et stabilité dans les grands Lacs

LES TROIS DÉCISIONS MAJEURES DE LA RENCONTRE DE HAUT NIVEAU À LOMÉ

Réunis à Lomé les 16 et 17 janvier 2026, les acteurs clés du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la ré-

le Président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, ont pris part à cette concertation élargie, aux côtés des Nations Unies, de la CAE,

relancer le dialogue, désamorcer les tensions et ouvrir la voie à des solutions négociées. La réunion a salué les avancées obtenues à travers les accords et dé-

Dans ce contexte, le Médiateur a réaffirmé sa disponibilité à travailler de concert avec l'ensemble des partenaires pour accompagner la mise en œuvre effective des engagements pris et soutenir la poursuite des négociations entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23.

Au cœur des discussions figurait la nécessité de renforcer l'harmonisation et la coordination des multiples initiatives de paix, afin

le rôle central de ce Panel comme levier politique essentiel sous l'autorité du Médiateur. L'alignement étroit avec les initiatives internationales a également été jugé indispensable pour garantir la cohérence des messages et le respect du séquençage politique.

La réunion a par ailleurs exhorté les parties prenantes à accélérer, de bonne foi, la mise en œuvre de leurs engagements et à privilégier les voies pacifiques dans la gestion du conflit. Un soutien clair et renouvelé a été exprimé en faveur du processus de Doha, avec un appel pressant à la reprise rapide des discussions pour finaliser les protocoles encore en suspens et assurer un suivi africain structuré de l'application des accords.

Au terme des travaux, plusieurs décisions majeures ont été prises, dont l'affirmation de la centralité de la médiation conduite par la République togolaise, l'appropriation à l'échelle africaine d'un processus unifié de médiation, l'adoption d'un document-cadre fondant l'action de la médiation ainsi qu'un plan de travail opérationnel pour les Facilitateurs. Les participants ont enfin salué l'engagement constant du Togo et l'accueil réservé aux délégations, tout en réaffirmant leur détermination collec-

tion des Grands Lacs ont franchi une nouvelle étape décisive vers la cohérence et la consolidation des efforts de médiation. Cette réunion de haut niveau, convoquée par le Président du Conseil de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, en sa qualité de Médiateur de l'Union africaine, a rassemblé d'anciens chefs d'État africains, des ministres des Affaires étrangères, des partenaires internationaux ainsi que des représentants des organisations régionales et de la société civile.

Présidant les travaux, le Médiateur de l'Union africaine a conduit des échanges approfondis avec le Panel des Facilitateurs composé notamment des anciens Présidents Olusegun Obasanjo, Uhuru Kenyatta, Catherine Samba-Panza, Mokgweetsi Masisi et Sahle-Work Zewde. Les délégations de la RDC, du Rwanda, de l'Angola, du Burundi, de l'Ouganda, des États-Unis, du Qatar, de la France et du Togo, ainsi que

de la SADC, de la CIRGL et d'autres partenaires. Les participants ont dressé le bilan des efforts diploma-

clarations de principes signés à Washington entre la RDC et le Rwanda, les pourparlers de Doha facilités par

d'éviter toute dispersion des efforts au détriment de la stabilité à l'Est de la RDC. Les participants ont ainsi acté la révision de l'architec-



tiques déployés au cours des douze derniers mois, marqués par une intense activité internationale visant à

l'État du Qatar, ainsi que la Conférence de Paris sur la paix et la prospérité dans la région des Grands Lacs.

ture de la médiation, avec un Secrétariat conjoint indépendant chargé de l'appui technique au Panel des Facilitateurs, et ont réaffirmé

tive à œuvrer, dans un esprit de responsabilité partagée, à une paix durable en RDC et dans toute la région des Grands Lacs.

SAFER

DES VŒUX PLACÉS SOUS LE SIGNE DE LA PERFORMANCE ET DE L'ENGAGEMENT COLLECTIF

Le personnel de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) a présenté, le jeudi 9 janvier 2026, ses vœux de nouvel an à son Directeur général, Sylvain Awima Atoute Outchantcha. Cette cérémonie a été l'occasion pour les agents de saluer le leadership de leur responsable et de réaffirmer leur engagement à ses côtés pour relever les défis liés à l'entretien routier et à la réhabilitation des pistes rurales.

Dans un contexte où la qualité et la durabilité des infrastructures routières constituent un le-



vier majeur du développement national, l'année 2026 s'annonce comme celle de chantiers stratégiques visant à améliorer la qualité et à étendre la couverture de l'entretien routier sur l'ensemble du territoire.

Pour sa part, le Directeur général a félicité ses collaborateurs pour les résultats obtenus et a insisté sur le rôle central du capital humain dans la réussite des missions de la SAFER. Il a encouragé les agents à renforcer leurs compétences, à faire preuve d'innovation et de responsabilité afin d'assurer une gestion effi-



cace et transparente des ressources dédiées à l'entretien routier.

Au-delà du rituel, cette présentation de vœux traduit un engagement renouvelé du personnel et de la direction à préserver durablement le patrimoine routier national, au service de la sécurité des usagers, de la croissance économique et du développement durable du Togo.

La rédaction

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 19 AU 26 JANV. 2026

PHARMACIE ADJOLOLO Nyékonakpôé, BP 4235 22 21 05 13	22 21 65 49	Rte de Mission-Tové, près de la Station CAP Agoè-légbassito 99 47 00 70
PHARMACIE ADONAÏ Face motel plantation, entre commissariat d'agoè et FIL O Parc, 03 BP31008 22 50 04 05	PHARMACIE DU POINT E 506, rue 129, Aflao Gakli, djidjolé, 08 BP 8589 22 51 91 71	PHARMACIE LAUS DEO Route de Léo 2000, face clinique Bethesda, Adidoadin, 05 BP 21 22 25 15 05
PHARMACIE ADOUNI Vakposito logogome, carrefour AISÉD 70 39 39 39	PHARMACIE DU PORT Bd. Du mono, face SARAKAWA, Ablogamé, BP 12999 22 27 61 88	PHARMACIE LE BON SAMARITAIN Rue Pa de Souza, près Hôpital de Bè, BP 616 22 21 45 30
PHARMACIE AJP-ABOLAVE Djagblé sur la route d'Abolavé à 50 m de la CEET Djagblé 93506360	PHARMACIE EPIPHANIA Rue Lapampa, carrefour Agbénadon, Adidogomé, 04 BP 30446 70 40 10 52	PHARMACIE LE JOURDAIN Bd. Léopold Sedar Senghor face CEG Tokoin Wuiti, BP 30766 22 61 56 14
Card Image PHARMACIE ALTA Agoè Anonkui Route Mission Tové en face du Centre Culturel Loyola 22259447	PHARMACIE EVA Sanguéra, non loin de T'OIL 92163232	PHARMACIE LE ROCHER Agoè Zongo, sur la nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf 92 30 06 56
PHARMACIE AMEN Marché Adétikopé, près de l'Eglise Catholique Christ-Roi 90 88 55 88	PHARMACIE GBOSSIME 405, Bd. De la Kara, Gbossime, BP 80859 22 22 50 50	PHARMACIE L'AMITIE 72, avenue des hydrocarbures, entre soted et togogaz ; tokoin, BP 8648 22 21 74 47
PHARMACIE AVE MARIA Carrefour CHU Tokoin face station-service BP 80283 22 22 33 01	PHARMACIE GRATITUDE Grand contournement non loin du carrefour avinato à 100m de la clinique OASIS 92 18 94 85	PHARMACIE MAELYS 10620, boulevard Malfakassa, en face de NETADI, Bè Kpota, BP 604 22 27 60 19
PHARMACIE BEL AIR 1 rue du commerce, face cinéma OPERA BP 13115 22 21 03 21	PHARMACIE HEDZRANAWOE Avenue, du grand séminaire, Hédzranawoé, BP 20362 22 26 49 61	PHARMACIE MAINA Marché Agoè-Assiyéyé 70 43 65 34
PHARMACIE BESDA Adidogomé Aménopé, Route de Kpalimé 22 51 05 29	PHARMACIE HELENE Aveta face au marché d'Aveta 96981414	PHARMACIE NABINE Site à Agoè Anomé, dit plateau (Route Bar le Plateau) 93 36 26 26
PHARMACIE CHRIST ROI Raffinerie vers le petit marché, kagomé, BP 1409 22 27 46 66	PHARMACIE HYGEA Derrière Lycée de Baguida 99 27 36 36	PHARMACIE SAINT PAUL Bd. Jean Paul II, à côté du Lycée St Joseph, BP 2718 22 22 46 72
PHARMACIE CONSEIL Carrefour du CEG Sagbado Logoté 93 10 92 92	PHARMACIE IRIS Amadahomé, Imm. Havon, non loin de la station de service CAP, Rue 50 m à côté de Casses Auto 91684804	PHARMACIE SAINT PHILIPPE Zanguéra, Route Lomé-Kpalimé, près de la station de service OANDO 90 67 33 24
PHARMACIE DE LA CITE Bd ; du 30 Août cité n'danida BP 8461 22 25 01 25	PHARMACIE J-MIMSHAK Rue Tchamba 964, à 50m de la base de Satom Hountigomé 22 60 30 50	PHARMACIE TCHEPSON Face terminal du Sahel, Agoè zongo 96 90 04 64
PHARMACIE DE LA NATION Avenue de Pya prolongée, totsi, BP 81232 22 25 99 65	PHARMACIE KOUESSAN Face au stade de kégué, BP 80857 96 80 10 01	PHARMACIE THERYA Mangotigomé-Route de la Foire Internationale TOGO 2000 (à 300 m de la foire) 22 61 56 52
PHARMACIE DELALI Face CMS de cacaveli, 04 BP 225 93 64 53 72	PHARMACIE LA BARAKA Agoo Logopé, non loin de l'Ecole la BRUYERÉ à proximité du camp GP 90 17 49 28	PHARMACIE VERSEAU Rte d'Aného, à côté de Maison Bateau, Baguida, BP 60660 90 01 90 29
PHARMACIE DES OLIVIERS 266 boulevard Félix Boigny, Akodesséwa, BP 8480 22 27 01 34	PHARMACIE LA FLAMME D'AMOUR Sise à Agodéké, route d'Aného 70 45 70 14	PHARMACIE VERTE Avenue du RPT Bè Klikamé, BP 81297 22 25 03 26
PHARMACIE DIVINA GRACIA Agoè fiovi, rond point Cool Catché 93 83 91 00	PHARMACIE LA MAIN DE DIEU Agoè nouveau marché, vers le camp de police 22 52 77 55	PHARMACIE VITAFLORE Baguida, BP 80531 22 27 06 36
PHARMACIE DODJI Ségbé Akato, Immeuble Akato Plage non loin de l'église Catholique d'Akato 70291677	PHARMACIE LA MISERICORDE 52, Boulevard, de l'Oti, Bè-kpota, BP 8223 96 80 09 45	PHARMACIE ZOSSIME Zossimé, route de Sanguéra près du marché de Zossimé 99 99 80 75
PHARMACIE DU BOULEVARD Bd. Du 13 Janvier, dékon, BP 1073	PHARMACIE LA NOUVELLE TULIPE	

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Passation de service à la SALT

KANKA-MALIK NATCHABA OFFICIELLEMENT INSTALLÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL

La Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT) a officiellement un nouveau directeur général. Kanka-Malik Natchaba est entré en fonction le mercredi 14 janvier 2026, concrétisant ainsi sa nomination intervenue le 9 janvier dernier. Il succède au général de Brigade Dimini Allahare, lors d'une cérémonie de passation tenue au siège de la structure en charge de la gestion de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema.

Ce retour à la tête de la SALT ne doit rien au hasard. S'il est rappelé à ce poste stratégique, c'est avant tout en rai-



son de ses compétences éprouvées et de son sens reconnu du travail bien fait. Kanka-Malik Natchaba est apprécié pour sa rigueur

dans la gestion, son attachement aux résultats concrets et son humilité dans l'exercice des responsabilités, des qualités qui ont marqué ses

précédents passages à des fonctions de premier plan. Pour plusieurs observateurs, son profil rassure et correspond aux exigences d'une structure aussi sensible que la SALT.

Le nouveau directeur général affiche une volonté claire de s'inscrire dans la continuité. Il entend consolider les acquis enregistrés ces dernières années tout en accompagnant le développement de la principale plateforme aéroportuaire du pays. L'amélioration continue des performances, la qualité des services et l'adaptation aux standards internationaux figurent parmi ses priorités. Acteur clé de l'économie nationale, la SALT joue un rôle stratégique dans la gestion et l'exploitation de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, aussi bien pour le transport des passagers que pour le fret. Elle contribue de manière déterminante à la connectivité du Togo avec les

grandes destinations régionales et internationales, renforçant ainsi l'attractivité du pays.

Véritable hub sous-régional, l'aéroport de Lomé demeure un levier essentiel pour les échanges commerciaux et la mobilité des personnes. Son efficacité impacte directement le positionnement logistique et économique du Togo en Afrique de l'Ouest, dans un contexte marqué par une concurrence accrue entre plateformes aéroportuaires. Les défis qui attendent Kanka-Malik Natchaba sont à la hauteur des enjeux. Le secteur aérien évolue rapidement et les exigences en matière de sécurité, de performance et de qualité de service se renforcent. Mais son expérience, sa discipline de travail et sa capacité à anticiper les mutations du secteur constituent des atouts majeurs pour conduire la SALT avec méthode, rigueur et modestie vers de nouveaux horizons.

Climat des affaires

LE TOGO SACRÉ 1ER DANS L'ESPACE CEDEAO ET 3È EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE SELON LA BANQUE MONDIALE

Le Togo confirme son statut de locomotive régionale en matière de réformes économiques. Selon le rapport Business Ready (B-READY) 2025 de la Banque mondiale, publié en remplacement de l'ancien Doing Business, le pays se classe premier en Afrique de l'Ouest et troisième en Afrique subsaharienne, derrière le Rwanda et l'Île Maurice, avec un score global de 61,52 points. Cette performance positionne le Togo parmi les économies africaines les plus réformatrices et les plus attractives pour l'investissement privé.

Lancé officiellement le 29 décembre 2025, le deuxième rapport B-READY 2025 élargit son champ d'analyse à 101 économies dans le monde, dont 27 pays d'Afrique subsaharienne. Il évalue non seulement la qualité du cadre réglementaire, mais aussi l'efficacité réelle de l'administration et la performance des services publics tout au long du cycle de vie des entreprises. Dans ce nouveau format plus exigeant, le Togo maintient sa place dans le top 3 africain, confirmant la solidité et la constance de sa trajectoire de réformes. L'analyse détaillée des résultats met en lumière les domaines d'excellence du pays. Le Togo enregistre ses meilleures performances dans la création d'entreprises, l'emplacement des entreprises, la fiscalité, le règlement de litiges, les services financiers et l'in-

solvabilité des entreprises. Ces avancées traduisent une politique résolument tournée vers la sécurisation de l'investissement, la simplification des procédures et la fiabilisation de l'environnement des affaires. Par piliers, le pays se distingue particulièrement dans les services publics, où il occupe la première place en Afrique de l'Ouest comme en Afrique subsaharienne. Cette reconnaissance illustre les progrès réalisés dans la modernisation de l'administration, la digitalisation des démarches et la mise en place de guichets uniques au service des entreprises. Sur le pilier de l'efficacité opérationnelle, le Togo arrive également en tête en Afrique de l'Ouest et se hisse à la cinquième place en Afrique subsaharienne, démontrant sa capacité à traduire les réformes en résultats concrets sur le terrain.

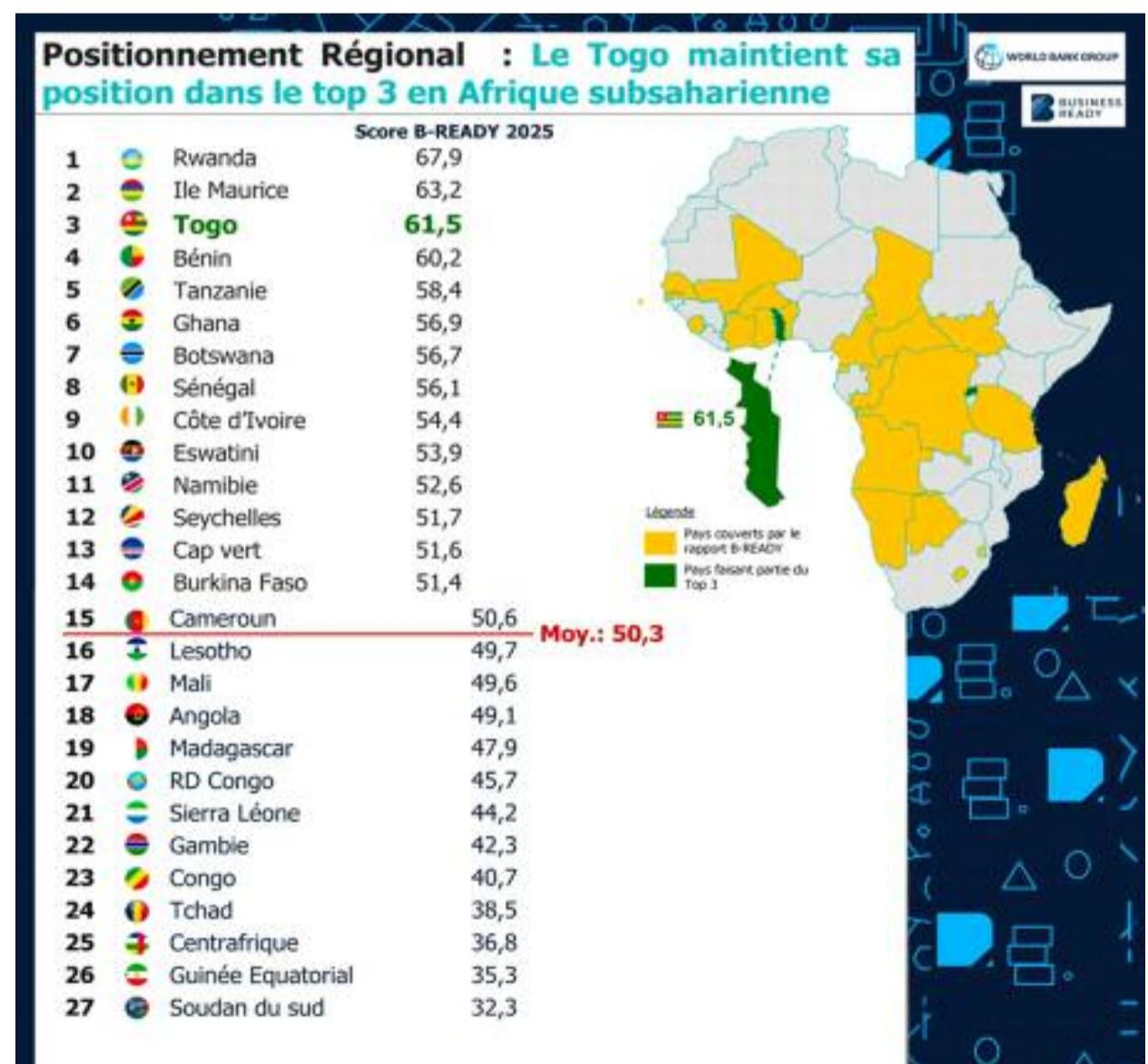
Si le rapport souligne encore des défis, notamment dans les domaines des services publics, du commerce international, de la concurrence et de la main-d'œuvre, les autorités togolaises affichent une volonté claire de consolidation. Les réformes en cours et le plan d'actions prioritaires B-READY 2026-2027 visent à améliorer davantage ces indicateurs et à renforcer la compétitivité globale de l'économie nationale. Ces résultats confirment la pertinence des réformes engagées sous la haute impulsion

du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, avec pour ligne directrice un État performant, une administration moderne et des politiques

publiques orientées vers l'impact. En se classant premier dans l'espace CEDEAO et troisième en Afrique subsaharienne, le Togo consolide son

image de hub de confiance et de destination privilégiée pour les investisseurs régionaux et internationaux.

La rédaction



À KLÉMÉ AGOKPANOU, LES FEMMES PRENNENT LEUR ENVOL GRÂCE À LA FONDATION FADI

La Fondation Afrique Développement International (FADI), sous l'impulsion de son président, l'Honorable Wona Kokouvi Germain, a posé un acte fort en faveur de l'autonomisation économique des femmes le mercredi 14 janvier 2026 à Klémé Agokpanou, dans la commune du Golfe 7. À cette occasion, du matériel de torréfaction de farine de manioc ainsi que des sacs de maïs ont été remis à un groupement féminin spécialisé dans la transformation du manioc en gari, denrée essentielle de l'alimentation locale. Composé majoritairement de femmes, le groupement bénéficiaire verra désormais sa capacité de production significativement renforcée. Le matériel offert permettra non seulement d'augmenter les volumes de gari produits, mais aussi de réduire la pén-



bilité du travail et d'améliorer durablement les conditions de vie des membres, tout en consolidant leurs activités génératrices de revenus. Présent à la cérémonie, l'Honorable Wona Kokouvi Germain a rappelé la vision sociale et inclusive qui guide les actions de la Fondation FADI. Pour lui, le développement local passe inévitable-

ment par le renforcement du rôle économique des femmes. « La Fondation FADI place la femme au centre du développement local. En renforçant leurs outils de production, nous leur donnons les moyens de créer de la richesse et d'assurer l'avenir de leurs familles », a-t-il déclaré, soulignant l'impact structurant de ce type d'initiatives sur les communautés.

La maire de la commune du Golfe 7, Mme Pascaline Afi Xolali Dangbuiè, a salué cette action qu'elle considère comme un appui concret aux politiques locales de développement. Elle a mis en avant l'engagement sincère de la Fondation FADI en faveur de l'entrepreneuriat féminin et l'impact positif attendu sur les femmes de Klémé Agokpanou et, au-delà, sur l'ensemble de la commune.

Au nom des bénéficiaires, la porte-parole du groupement, Mme Gadeka Elivia Ablavi, a exprimé sa profonde gratitude à l'Honorable Wona Kokouvi Germain et à la Fondation FADI. Elle a souligné que ce matériel permettra d'améliorer l'efficacité du travail et d'augmenter les revenus, avant de formuler des doléances pour l'acquisition future d'autres équipements

essentiels, notamment un moulin à manioc et une moto tricycle pour faciliter le transport de la matière première. La cérémonie s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse et festive, rythmée par des chants et danses traditionnels, en présence des chefs traditionnels et coutumiers du canton de Sagbado. Ces derniers ont salué l'initiative de la Fondation FADI et adressé des bénédictrices à son président pour la pérennité de ses actions sociales.

À travers cette intervention, l'Honorable Wona Kokouvi Germain, à la tête de la Fondation FADI, réaffirme son engagement constant en faveur du bien-être des communautés locales et de l'autonomisation économique durable des femmes, contribuant ainsi à un développement inclusif et solidaire au Togo.

CAN 2025

LE PARLEMENT DE LA CEDEAO SALUE LE SACRE HISTORIQUE DU SÉNÉGAL

Le Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adressé, le 19 janvier 2026 à Abuja, un message officiel de félicitations au



Sénégal à la suite de sa victoire à la 35e édition de la Coupe d'Afrique des Nations. Un sacre salué comme une source de fierté non seulement pour le peuple sénégalais, mais aussi pour l'ensemble de la sous-région ouest-africaine.

Dans son communiqué, l'institution parlementaire régionale félicite chaleureusement les Lions de la Teranga, les autorités sénégalaises et tout le peuple du Sénégal pour cet exploit sportif majeur. Cette victoire, souligne le Parlement de la CE-

DEAO, met en lumière l'excellence, la compétitivité et l'influence croissante du football africain sur la scène continentale et internationale.

Un hommage appuyé est rendu aux joueurs, à l'encadrement technique et aux officiels de l'équipe nationale sénégalaise pour leur discipline, leur engagement et leur courage tout au long de la compétition. Leur parcours exemplaire et leurs performances constantes témoignent, selon le Parlement, d'un haut niveau de professionnalisme et d'un esprit sportif remarquable.

Le Parlement de la CEDEAO exprime également sa gratitude aux citoyens ouest-africains pour leur solidarité et leur soutien aux différentes équipes de la région ayant pris part à la compétition, rappelant l'élan populaire et fraternel qui a accompagné cette CAN.

Au-delà de l'aspect sportif, l'institution voit dans cette victoire du Sénégal un symbole fort de l'unité ouest-africaine et un témoignage du potentiel de la jeunesse de la région.

Elle appelle à renforcer davantage le développement du sport comme levier d'intégration régionale, de cohésion sociale et de promotion des valeurs communes.

Signé par la présidente du Parlement de la CEDEAO,

l'honorable Hadja Mémounatou Ibrahima, le message insiste enfin sur le pouvoir fédérateur du sport et son rôle dans le renforcement de la coopération entre les États membres, au service du développement durable et de la stabilité de toute la région.



COMMUNIQUE

MESSAGE DE FÉLICITATIONS DU PARLEMENT DE LA CEDEAO SUITE À LA VICTOIRE DU SÉNÉGAL À LA 35e ÉDITION DE LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

Abuja, le 19 janvier 2026

Le Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) adresse ses félicitations les plus sincères aux Lions de la Teranga, aux dirigeants de la République du Sénégal et à l'ensemble du peuple sénégalais pour leur victoire à la 35e Coupe d'Afrique des Nations. Cet exploit remarquable est une source de fierté pour le Sénégal et pour toute la sous-région ouest-africaine. Il souligne l'excellence et l'influence croissante du football africain.

Nous saluons les joueurs, l'encadrement technique et les officiels de l'équipe nationale sénégalaise pour leur dévouement, leur discipline et leur courage tout au long de la compétition. Leur conduite exemplaire et leurs performances constantes témoignent des plus hautes exigences de professionnalisme et d'esprit sportif. Nous exprimons également notre profonde gratitude aux citoyens d'Afrique de l'Ouest pour leur solidarité et leur soutien à toutes les équipes ouest-africaines ayant participé à la compétition.

Cette victoire historique représente bien plus qu'un simple succès sportif. Elle est un symbole de l'unité ouest-africaine, un témoignage du potentiel de notre jeunesse et un appel à renforcer davantage le développement du sport comme outil d'intégration régionale. Cette victoire renforce également l'importance de la coopération entre les États membres de la CEDEAO et souligne le pouvoir unificateur du sport pour promouvoir les valeurs communes, la cohésion sociale et le développement durable dans toute la région.

Félicitations!

Hon. Hadja Mémounatou IBRAHIMA
Présidente
Parlement de la CEDEAO



Fructueuse année
2026

Cher partenaire,

Au seuil de cette nouvelle année, je suis ravie de vous présenter à vous-même, à vos collaborateurs ainsi qu'à vos proches, mes sincères vœux de santé et de prospérité dans vos affaires.

Votre dévouement et votre sens de civisme fiscal participent à la réalisation de l'ambition de faire du Togo un carrefour stratégique de promotion des affaires et d'attractivité des investissements.

Puisse Dieu Tout Puissant renforcer ce partenariat dynamique et bénir vos activités.

Yawa Djigbodi TSEGAN
Commissaire Général